

Pour quel futur travaillent vraiment les éducatrices?

Par **Robert Frund** et **Quentin Nussbaumer** – Corédacteurs

Les éducatrices travaillent-elles pour soutenir la place économique, la productivité, la logique capitaliste de l'accumulation du côté de celles et ceux qui possèdent déjà, et pour une paupérisation croissante du côté des moins bien loti-es?

Oui, sans aucun doute. Leur fonction actuelle est indéniablement une fonction de *garde* destinée à épauler les parents travaillant (la fameuse conciliation vie professionnelle–vie privée) et à soutenir ainsi l'entier d'un système basé sur la croissance économique; en Suisse, à moins d'avoir une activité professionnelle, on n'obtient pas de place en institution d'accueil de jour¹.

Les éducatrices travaillent-elles pour des enfants et des familles?

Oui, assurément. Leur fonction est indéniablement une fonction d'accompagnement éducatif et psychosocial, mis en œuvre au bénéfice d'enfants évoluant dans des lieux collectifs où leurs besoins individuels sont pris en compte et où les besoins des familles également trouvent un lieu d'expression et de réponses.

Les éducatrices travaillent-elles pour elles-mêmes?

Oui, sans nul doute, et bien qu'on ait peu l'habitude de le formuler en ces termes. Leur fonction est de gagner leur vie tout en alliant cette contrainte économique avec la quête de réalisations personnelles: qu'est-ce que cela m'apporte, sur le plan affectif, sur le plan de la reconnaissance professionnelle et sociale, sur le plan du sens de ma vie,

¹ Bien sûr, il y a des exceptions. Néanmoins comme chacun-e sait, les exceptions ne font que confirmer la règle.



de travailler dans l'éducation de l'enfance? Toute éducatrice travaille évidemment pour elle-même, s'engage dans une trajectoire propre.

Les éducatrices travaillent-elles pour la société?

Oui, c'est évident. Toute personne travaillant dans le domaine social le fait pour soutenir et transformer une société qui, sans cela, ne tient pas debout. Il y a du travail de *care* fondamental pour la perpétuation des êtres humains que nous sommes et de ceux dont nous avons le souci et la responsabilité.

Les éducatrices travaillent-elles pour leur employeur?

Cette question semble stupide, mais quand on travaille en accueil de jour, comme dans n'importe quel autre secteur d'activité, c'est toujours sous l'œil et les directives venant d'en haut: pas seulement de notre

direction, mais également, bien sûr, de mandants tels que l'Etat, qui est garant du bien-être des adultes comme des enfants vivant sous sa juridiction. Le travail éducatif, qu'il soit celui de professionnelles évoluant dans une structure publique, subventionnée ou entièrement privée, ou qu'il soit celui qu'effectuent les parents dans le cadre familial, est soumis à la surveillance étatique.

Les éducatrices travaillent-elles pour une société future plus juste?

Voilà peut-être la seule question à laquelle nous ne répondrons pas par un OUI retentissant. En effet, si la plupart des personnes professionnellement travaillent aux intérêts *présents* d'un certain nombre d'acteurs (patrons, enfants et familles, Etat...), il n'est jamais dit que ces personnes œuvrent à une transformation de la société afin de faire de cette dernière quelque chose de mieux, ou peut-être de plus *vivable*, que ce que l'on peut observer actuellement.

Il est nécessaire de se poser la question de la justice intergénérationnelle: que doivent les adultes d'aujourd'hui aux enfants d'aujourd'hui, c'est-à-dire aux adultes de demain? Certains groupes militant dans le cadre du climat demandent aux gouvernements de prendre leurs responsabilités pour que les générations à venir, qui nous intéressent au premier plan dans l'éducation de l'enfance, puissent habiter la Terre dans le futur. Dans le même ordre d'idées, notons que la Suisse a signé la Convention internationale des droits de l'enfant (CIDE) en 1989. Cela ne l'empêche pas de tolérer que cette convention soit bafouée en permanence², notamment en ne disposant d'aucune politique familiale digne de ce nom et en n'édicant aucune ligne fédérale claire régulant les activités des cantons et s'assurant que des ressources suffisantes soient allouées aux institutions d'accueil. Le Canton de Vaud où est basée notre *Revue* ne fait pas mieux, comme en témoigne un récent audit de la Cour des comptes³. De fait, les modes de gouvernement en vigueur aujourd'hui n'assurent pas, en Suisse comme ailleurs, l'avènement d'une société plus égalitaire.

² Il est vrai que la Suisse, de manière générale, respecte davantage que la plupart des autres pays les traités qu'elle signe. Néanmoins, cela n'est pas une raison pour tolérer les écarts qui existent actuellement entre la CIDE et la réalité. Un pays qui a des moyens importants doit se donner les moyens de ses ambitions.

³ Cour des comptes du Canton de Vaud (2024, novembre). La gestion du dispositif d'accueil de jour des enfants par la FAJE et les réseaux. Rapport N° 87. <https://www.vd.ch/actualites/actualite/news/24422i-rapport-n-87-la-gestion-du-dispositif-daccueil-de-jour-des-enfants-par-la-faje-et-les-reseaux>.

Mais, et nous alors, non seulement en tant que professionnelles mais aussi que citoyennes, travaillons-nous à cela?

En étant exprimée au présent, la question que nous posons dans ce numéro en cache une autre, posée au conditionnel:

Pour qui (ou pour quoi) *pourraient* travailler les éducatrices?

Poser cette question, c'est se demander si nous voulons construire et transformer notre société, ou si nous nous satisfaisons de la faire tourner comme on peut... avec les résultats que l'on voit depuis les dernières crises économiques, sociales et climatiques qui ont ébranlé toutes celles et ceux qui ne comptent pas parmi l'infime pourcentage de la population situé hors de toute nécessité ou de toute précarité.

Si le travail consistant à éduquer des enfants est intrinsèquement un travail de construction et de transformation de la société, se pose la question de savoir quelle société nous avons envie de construire via le travail éducatif. Nous pensons qu'il ne suffit pas de prôner des valeurs éducatives. Il s'agit aussi de réfléchir à l'état du monde et à l'engagement professionnel dans le monde. Et à cet égard, il ne suffit pas de parler de vie collective: il s'agit de prendre la juste mesure du fait que la vie collective est sans cesse menacée par des logiques individualistes. Nous n'y sommes pas encore tout à fait, mais nous approchons de très près de ce que Margaret Thatcher pensait du concept de «société»: cela n'existe tout simplement pas, disait-elle dans les années 1980. *Il n'y a que des individus*. Avec ce genre de couperet idéologique, le néolibéralisme commençait à triompher. Il est toujours l'eau de notre bain aujourd'hui, composé d'un joli cocktail d'individualisme, de responsabilité individuelle, de marché dérégulé, de concurrence et d'injonctions à l'autonomie.

Certains articles de notre dossier évoquent des utopies, des états du monde futur que nous pourrions appeler de nos vœux et que les éducatrices ont la puissance d'amener avec leur agir professionnel et politique. D'autres articles étudient plutôt l'état actuel du monde de l'enfance depuis la perspective propre de personnes qui le vivent quotidiennement. Ces articles sont importants, car en amont et en parallèle à toute activité transformatrice, il convient d'établir une cartographie du domaine que l'on considère. Les intuitions ne suffisent pas. Les savoirs acquis de longue date ne suffisent pas. Même les savoirs acquis tout fraîchement en formation continue sont insuffisants, car ils ne sont jamais immunisés contre certaines formes de distorsions idéologiques.



Pour qui travaillons-nous donc vraiment? A quel futur œuvrons-nous, à dire vrai? Nos pratiques professionnelles réalisent-elles réellement nos aspirations et nos discours, ou existerait-il un décalage entre ce que nous affirmons et ce que nous faisons?

Les pratiques professionnelles, à travers leur impact réel sur les enfants et les familles, sont les inflexions concrètes traçant le chemin que nous empruntons collectivement. Autrement dit, notre activité professionnelle réelle, à travers les pratiques que nous mettons en œuvre, en dit plus long que nos discours sur le futur que nous construisons effectivement.

Dans un monde qui se polarise et se transforme à grande vitesse, le champ de la petite enfance a plus que jamais besoin de réflexivité, de capacité à prendre conscience de ce qui sous-tend et oriente ses

pratiques. Il s'agit de sortir de l'illusion selon laquelle les pratiques éducatives seraient « neutres » ou dénuées d'influence politique. Comprendre que l'éducation est toujours déjà un acte politique, que ce soit par le choix des contenus, des méthodes ou des valeurs qui sont véhiculées, est à la base d'un véritable point de vue réflexif. L'éducation des jeunes enfants n'est en effet jamais un simple acte technique, elle est traversée par des choix idéologiques, souvent invisibles, qui façonnent les enfants en fonction de certains modèles de pensée, de croyances ou de valeurs.

La prise de conscience des influences sociales et politiques qui sous-tendent nos choix éducatifs est ainsi essentielle pour ne pas se laisser enfermer dans des pratiques qui s'éloignent en réalité de nos intentions. Au lieu de construire un avenir plus égalitaire ou inclusif, par exemple, nous perpétons parfois des normes sociales figées et des rapports de pouvoir implicites. C'est pour cette raison qu'il est impératif que les éducatrices et les éducateurs de l'enfance s'engagent dans un processus de réflexivité constante, afin de discerner et de déconstruire les logiques sous-jacentes à leurs pratiques.

En d'autres termes, il s'agit de démasquer les sous-entendus idéologiques et politiques qui guident, souvent de manière implicite, les choix pédagogiques. Cette critique touche un point sensible: l'idée que les éducatrices et les éducateurs, malgré leurs bonnes intentions, sont pris dans un système de normes sociales et de contraintes politiques qui influencent largement leurs pratiques.

Le champ de la petite enfance, par sa proximité avec les jeunes générations et son rôle déterminant dans leur développement, est un espace particulièrement sensible, où les enjeux sociaux, économiques et politiques sont fortement présents. La réflexion critique est donc la condition *sine qua non* pour comprendre ce que nous faisons réellement, et pouvoir choisir consciemment pour qui et pour quoi nous travaillons effectivement.

Nous remercions chaleureusement les autrices et les auteurs qui ont apporté leur précieuse contribution à la réflexion collective à travers ce numéro. ■

Quentin Nussbaumer et Robert Frund